

Zambie // Accord de principe des services du FMI pour la conclusion d'un programme de financement

L'accord de principe du FMI pour la conclusion d'un programme de financement d'un montant de 1,4 Md USD sur trois ans est un jalon clef du début la présidence de Hakainde Hichilema. Il ne s'agit toutefois que de la première étape d'un long processus. Le programme ne pourra être soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI que lorsque les créanciers du pays se seront accordés sur les termes du traitement de la dette zambienne. Au-delà d'ouvrir la voie au traitement de la dette, la mise en œuvre du programme FMI doit permettre de montrer aux investisseurs étrangers que la Zambie s'engage de manière crédible sur la voie des réformes.

1. Le 3 décembre dernier, les services du FMI ont annoncé avoir trouvé un accord de principe avec le gouvernement zambien pour la mise en œuvre d'un programme de financement dit de Facilité Elargie de Crédit (*Extended Credit Facility* – ECF), d'un montant de 1,4 Md USD sur la période 2022-2025. Le programme poursuit deux objectifs principaux : stabiliser l'environnement macroéconomique et soutenir la transformation du modèle économique zambien pour qu'il soit plus inclusif.

2. Le programme sera articulé autour de quatre axes : (i) La transformation économique et la création d'emplois ; (ii) Le développement humain et la protection sociale ; (iii) La soutenabilité environnementale ; (iv) La bonne gouvernance.

3. Le programme reposera en grande partie sur un effort soutenu d'ajustement budgétaire. Sur le plan des dépenses, les services ont évoqué un objectif de réduction de 32% du PIB actuellement à 28% du PIB au terme du programme – en s'appuyant sur des efforts de rationalisation et sur des gains d'efficacité, tout en priorisant les dépenses sociales. La réforme la plus emblématique annoncée porte sur le système de subventions. Les subventions sur le carburant seront éliminées graduellement dès 2022 – alors que les prix à la pompe sont stables depuis deux ans, malgré la forte augmentation des cours du pétrole. Les prix de l'électricité devront à terme refléter les coûts de production, mais aucun élément de calendrier n'a été présenté. Le programme de soutien à l'agriculture *Farmer Input Support Programme* (FISP) sera réformé en profondeur pour éviter que les ressources ne soient captées par les intermédiaires. Sur le plan des recettes, l'objectif est de passer de 18% du PIB à 23% du PIB en s'appuyant sur une réforme de la fiscalité (suppression des niches et exemptions notamment) et sur un renforcement de l'administration afin d'améliorer la collecte des taxes – création d'un service déconcentré des impôts, croisement des différents fichiers de l'Etat, etc. Ces mesures seront accompagnées d'un renforcement de la gestion des finances publiques : effort de transparence, réforme du dispositif de passation des marchés publics, contrôle accru de la dépense, apurement des arriérés domestiques, etc.

4. Les services du FMI et le ministre des Finances ont aussi insisté sur le renforcement de l'indépendance de la banque centrale et de la politique monétaire (via une réforme de la réglementation) **et sur la réalisation d'un audit complet en matière de gouvernance, qui sera mis à profit pour élaborer un grand plan national de lutte contre la corruption.**

5. L'accord de principe des services n'est toutefois que la première étape d'un long processus – le programme ne pourra être soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI que lorsque les créanciers du pays auront donné des garanties financières suffisantes. C'est-à-dire lorsque ces derniers, officiels et privés (Chine et détenteurs d'Eurobonds en tête), se seront accordés sur les termes d'une restructuration (comprenant très probablement une part d'annulation) qui permettra à la dette publique extérieure zambienne de redevenir soutenable selon la grille d'analyse du FMI (*Debt Sustainability Analysis* – DSA). Pour rappel, après avoir fait défaut en novembre 2020, les autorités ont sollicité dès février

2021 la mise en œuvre du nouveau cadre de traitement de la dette décidé par les pays du G20 (*Common Framework*) – qui prévoit une égalité de traitement entre les différents créanciers. A la fin du troisième trimestre 2021, la dette publique externe s'élevait à 14,5 Mds USD. Une première réunion technique réunissant les créanciers officiels, les Institutions Financières Internationales (IFIs) et le gouvernement zambien s'est tenue le 15 décembre dernier afin de préfigurer la création du comité des créanciers officiels.

6. La mise en œuvre du programme devrait se traduire par un effort accru des bailleurs pour soutenir les efforts de réforme du gouvernement, sur le plan financier mais aussi technique. La Banque Mondiale a accordé ces derniers jours un premier financement de 155 MUSD en faveur du secteur de la santé. Elle est actuellement en discussion pour la mise en œuvre d'une aide budgétaire (*Development Policy Operation* – DPO) axée sur la gestion des finances publiques, l'énergie et l'agriculture.

7. Entre le 3 décembre (annonce par les services du FMI) et le 7 décembre (prise de parole du ministre des Finances pour présenter les grandes lignes du programme), le kwacha s'est apprécié de près de 12% par rapport à l'USD, avant de revenir à des niveaux plus proche de l'équilibre une fois l'euphorie passée – autour de 16,5 ZMW pour 1 USD actuellement.